



Réunion du Comité Central IG Metall du 8 septembre 2015

Francfort-sur-le-Main

Déclaration IG Metall:

**Vers une politique durable en matière de
réfugiés, basée sur la solidarité**

Vu l'afflux croissant de réfugiés, l'Allemagne est confrontée à une tâche gigantesque, un 'défi national' sans précédent. (Merkel). Les responsables politiques et la société civile unissent leurs efforts pour relever ce défi et entamer les premières démarches dans ce sens. IG Metall lance un appel à tous ses membres et au personnel de ses différents sites/bureaux pour qu'ils fassent preuve de solidarité avec les réfugiés et qu'ils mobilisent tous les rouages de la société pour la défense des droits et l'intégration des réfugiés dans notre société. IG Metall condamne fermement tout acte de violence envers les réfugiés. Il est du devoir d'un Etat de droit de poursuivre et de sanctionner les personnes coupables de tels agissements.

1. Crises dans le monde – défis majeurs pour l'Europe

Actuellement environ 60 millions de personnes fuient la pauvreté, la faim et la guerre dans le monde, à cause de situations de crise et de gouvernements défaillants. Vu la gravité des différentes crises, aucune solution immédiate ne se présente dans les territoires concernés.

Toutefois le but et l'objectif doivent être de combattre les causes de ces fléaux. Seule une petite proportion de la vague de réfugiés dans le monde arrive en Europe. Cependant le nombre de réfugiés en quête de protection, d'abri et de perspectives arrivant en Allemagne ne cesse de croître. Le gouvernement fédéral prévoit cette année un flux qui pourrait atteindre les 800,000 réfugiés. Ce serait le nombre le plus important depuis 1990.

Les problèmes auxquels sont confrontées les autorités locales ont atteint un seuil critique. Elles doivent en effet fournir des hébergements, de la nourriture et de l'assistance, tout cela en un temps record. En dépit de la

gravité des problèmes, elles font face à leur tâche avec énormément d'engagement et s'efforcent d'enregistrer/d'accueillir les réfugiés de façon rapide et efficace. Témoins des difficultés que cela représente, les images relayées par les médias des tentes, des campements dans les stades et des abris de fortune. Dans le même temps se posent de nouveaux problèmes nécessitant des solutions prudentes et pragmatiques.

La question des réfugiés polarise, en effet, la société. Une vaste majorité de la population en Allemagne est favorable à l'accueil de ces réfugiés, comme le prouve le grand élan de solidarité de ces dernières semaines. Le débat politique est teinté d'émotion avec des médias qui manifestent surtout l'empathie et la sympathie pour les réfugiés. Parallèlement, on assiste quasi tous les jours à des attaques visant les campements de réfugiés et les réfugiés eux-mêmes. Des mouvements populistes, des radicaux d'extrême-droite profitent de la situation dramatique et des faiblesses de la politique européenne pour récupérer la situation en leur faveur et poursuivre leurs objectifs.

2. Pierres angulaires d'une politique de réfugiés basée sur la solidarité

Actuellement le débat sur la "bonne façon de traiter" le dossier des réfugiés, bat son plein en Europe et en Allemagne, même s'il arrive bien trop tard vu l'afflux continu de réfugiés qui ne va pas s'arrêter de sitôt. IG Metall oeuvre depuis des années à une politique des réfugiés imprégnée de solidarité et basée sur les principes suivants:

Solutions européennes: nous avons besoin d'une politique décente de migration et d'immigration, basée sur la solidarité. En outre, nous devons

veiller à une prise en charge équitable des immigrés par les différents états européens en appliquant dans toute l'UE des critères humanitaires uniformes pour l'accueil de ces réfugiés.

Il faut mettre en place une procédure uniforme et efficace dans toute l'Europe. Ceci implique surtout l'amélioration de la procédure d'enregistrement et d'assistance aux endroits où les réfugiés arrivent sur le territoire européen. Leurs tentatives d'arriver en Europe ou dans les pays de leur choix en Europe ne doivent coûter la vie à personne. Il s'agit d'une obligation humanitaire de l'UE. La convention de Dublin qui a déjà été partiellement levée selon laquelle les pays de "1^{er} contact" sont responsables de la procédure d'asile, doit être fondamentalement revue. Les délais d'attente doivent être raccourcis et les clauses de sauvegarde des libertés individuelles garanties dans les procédures d'asile. L'argument selon lequel le pays d'origine serait sûr, ne doit pas entraver le droit fondamental de demande d'asile ou saper la sécurité juridique des personnes concernées. L'UE doit prouver qu'elle est capable d'intervenir en tant que communauté de valeurs et insister sur l'application et le respect de la Charte européenne sur les droits fondamentaux.

Renforcer les communautés locales: les communautés locales sont confrontées au défi de mettre en place rapidement des hébergements à visage humain. A l'approche de l'hiver, il est urgent d'organiser ceci avec un minimum de formalités administratives. Les conditions d'urbanisme et de construction de logements doivent être appliquées de façon aussi pragmatique que possible. Le nombre d'hébergements temporaires devrait diminuer à long terme et les séjours dans les centres et campements collectifs, aussi brefs que possible. Il convient dès lors d'augmenter les moyens financiers des communautés locales sur base

des décisions du Comité de coalition du 6 septembre permettant au gouvernement fédéral d'assumer une part importante du coût de ces logements et de l'intégration des réfugiés à long terme. Les péchés par omission du secteur de la construction, notamment en matière de logements sociaux, sont lourds de conséquences comme on peut à présent le constater. Les besoins de logements décents de toutes les personnes concernées doivent être solutionnés rapidement sous forme de programme d'urgence. Voilà ce qui est à l'ordre du jour! Bon nombre d'écoles font face au défi majeur d'instruire et d'aider les enfants réfugiés alors que leurs moyens et matériel sont insuffisants. Suspendre l'obligation de l'école fondamentale n'est pas une solution! Au contraire, les écoles doivent être rapidement équipées de moyens supplémentaires afin d'assumer cette tâche.

Garantir les soins de santé, l'aide et le soutien nécessaires: bon nombre de réfugiés ont subi des souffrances physiques et psychiques. Parallèlement à l'aide médicale, ils ont également besoin d'une assistance individuelle de qualité. Un outil pour faciliter l'accès aux soins médicaux est la carte de santé. Les réfugiés ont besoin d'être soutenus activement et d'avoir des possibilités d'emploi positives. La société civile a également un rôle à jouer par son engagement à établir des contacts avec les réfugiés dans les lieux de rencontre habituels, par l'intégration des réfugiés dans les activités sportives, les jeux ou la musique. Faciliter de tels contacts contribue de façon importante à l'intégration.

Améliorer la connaissance linguistique, encourager la pratique de la langue: la langue est un vecteur d'intégration dans la société. Les réfugiés doivent participer aux cours de langue dès le départ. Nous ne voulons pas que les personnes ne parlant pas l'allemand soient

exploitées comme main d'œuvre bon marché ou très mal rémunérées. Voilà pourquoi l'offre de cours de langue allemande doit être élargie considérablement. Parallèlement aux cours de langue, les contacts sociaux sont cruciaux.

Accès au marché de l'emploi: les réfugiés doivent accéder au marché de l'emploi. C'est pourquoi il faut une approche pragmatique et qu'il est nécessaire de revoir nos priorités – ce qui se fait déjà en grande partie. Il faut, en outre, mettre en place des outils de promotion et des instruments de politique de l'emploi ainsi que des cours de langue appliqués à certains métiers. Les réfugiés doivent être soutenus pour faire reconnaître leurs compétences professionnelles et leurs diplômes. Lorsque les réfugiés suivent des formations, il faudrait leur garantir dès le départ un hébergement sûr pendant toute la période de formation. Des conditions de séjour sûres devraient être élargies au-delà de la période de stage/formation afin de donner aux personnes la possibilité de trouver un emploi si elles ne sont pas directement engagées par l'entreprise où elles ont suivi leur stage/formation. L'âge maximum pour les jeunes admis à rester en Allemagne sur base de leur formation, soit 21 ans, devrait être relevé. Indépendamment de ceci, nous devons prévoir de réelles possibilités d'immigration au-delà du droit d'asile dans le cadre du marché de l'emploi. Des mesures sont déjà envisagées à cet égard (loi sur l'immigration, contingents d'immigration).

Responsabilité particulière des employeurs: les employeurs doivent également prendre leurs responsabilités face à la situation actuelle. Cela implique notamment une réponse forte à toute(s) forme(s) de racisme et de xénophobie dans les entreprises. Il est particulièrement important de libérer des places en matière de formation et d'encourager

les réfugiés n'ayant pas obtenu de reconnaissance de leurs diplômes/compétences professionnelles, à obtenir un certificat de formation agréée.

Les réfugiés ne doivent pas être instrumentalisés et perçus comme une menace pour notre protection sociale et d'autres aspects de notre politique sociale et de l'emploi. L'Office fédéral de l'emploi doit également assurer que les conventions collectives de travail soient respectées à l'avenir. La levée prévue de l'interdiction d'emploi par des agences pour les demandeurs d'asile admis sur le territoire après 3 mois, est un mauvais signal, car il pourrait augmenter le risque d'abus. Le principe de base doit être de créer des véritables perspectives d'emploi et de sécurité pour tous. Nivelier vers le bas et supprimer les normes existantes est inacceptable! C'est là qu'entrent en jeu les institutions en charge du marché de l'emploi qui doivent organiser les contrôles nécessaires. L'Office fédéral de l'emploi doit être impliqué dès le départ dans les procédures d'admission des demandeurs d'asile afin d'identifier les qualifications existantes de ces derniers. C'est pourquoi l'Office fédéral de l'emploi doit être impliqué au point d'admission initial. Ceci pourrait constituer une solide base pour la formation en entreprise ou pour initier des trajets de qualification. En tout état de cause nous devons veiller à améliorer les compétences des individus souhaitant travailler.

A cet effet, l'Office fédéral de l'emploi doit être doté de moyens financiers et de ressources humaines supplémentaires importants.

En outre, une intégration rapide sur le marché de l'emploi allègera considérablement la charge de la Sécurité sociale à moyen et à long terme.

3. IG Metall agit dès à présent

La façon dont nous traitons le dossier des réfugiés met à l'épreuve la cohésion de notre société et de notre démocratie. Entre-temps les responsables politiques ont réagi à ce gigantesque défi par différents paquets de mesures. Seront-elles suffisantes? Nous le verrons à l'aune de l'implémentation sur le terrain et de l'acceptation par la société. Nous assumerons notre part dans la consolidation de ces efforts et la promotion d'une politique des réfugiés basée sur la solidarité. Car le nombre de personnes à la recherche d'une vie meilleure au cours de ces prochaines années, vu les guerres et les crises dans le monde, risque de ne pas diminuer, mais d'augmenter.

Nous devons joindre nos efforts et veiller à établir les conditions émotionnelles, culturelles, statutaires et institutionnelles, nécessaires à l'accueil efficace et l'intégration rapide de ces populations.

Indépendamment de l'assistance et d'un hébergement décent, les soins de santé (de base), les mesures de formation et de qualification ainsi que l'intégration par le biais d'un emploi sont absolument prioritaires.

IG Metall s'engagera dans cette tâche et fera le maximum en prenant d'ores et déjà les mesures suivantes:

- IG Metall jouera de son influence dans la société, veillera à la mise en œuvre et à la défense d'une politique de réfugiés basée sur la solidarité. En ce sens, un gros travail a déjà été accompli en amont et du matériel mis à disposition des différents bureaux administratifs.

- IG Metall débloque pour ses entités locales un montant total de 500,000 €. Les responsables des différents bureaux IG Metall utiliseront ces ressources pour promouvoir les initiatives locales en faveur des réfugiés.

- IG Metall lance un appel à tous ses membres, comités d'entreprise, responsables syndicaux et délégués à la formation des jeunes pour contribuer à l'intégration des réfugiés sur le marché de l'emploi, basée sur la solidarité.

- IG Metall favorisera l'intégration des réfugiés par le mécénat ou le parrainage de programmes au niveau local basés sur la solidarité. La vision d'IG Metall est très claire: nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour offrir aux réfugiés des perspectives positives – à ces personnes qui sollicitent notre protection et qui craignent pour leur vie. Nous n'accepterons pas que les réfugiés soient instrumentalisés/récupérés pour abaisser le niveau de protection sociale existant dans nos systèmes de sécurité sociale et de travail. Liberté, solidarité et justice! Telles ont été nos valeurs depuis plus de 125 ans. Ces valeurs se traduisent par une attitude de respect, de reconnaissance et de dignité envers les étrangers qui seront peut-être demain des citoyens et des collègues comme vous et moi! Forts de cette tradition, nous contribuerons de notre façon à une politique durable en matière d'accueil et d'intégration des réfugiés, basée sur la solidarité.